

Pouvoir d'emprunt

A mon avis, le manque de confiance est le problème le plus grave. Les Canadiens se méfient du gouvernement actuel. Si nous voulons que le monde des affaires redevienne vraiment productif, il doit recommencer à faire confiance au gouvernement.

Le président suppléant (M. Corbin): A l'ordre, je vous prie. Avant de donner la parole à un autre représentant, je tiens à rappeler aux députés qu'ils ne doivent pas désigner leurs collègues par leur nom mais par le nom de leur circonscription ou de leur ministère.

M. Ron Stewart (Simcoe-Sud): Monsieur le Président, en dépit du peu de temps dont chacun de nous dispose pour donner son opinion sur le projet de loi à l'étude, je me réjouis de pouvoir répéter que je m'y oppose. Peu avant que la Chambre ne suspende ses travaux pour le déjeuner, le député de Willowdale (M. Peterson) a mis fin à son exposé en faisant une déclaration qui m'a renversé. Il a dit que ce qui était grave, ce n'était pas le pouvoir d'emprunt, mais bien le fait que l'opposition n'ait aucune solution concrète à proposer. Peut-on imaginer pareille déclaration de la part d'un ministériel qui reproche à l'opposition d'obliger le gouvernement à réclamer un pouvoir d'emprunt de 19 milliards de dollars faute de solutions de remplacement qu'elle n'a pas su proposer? Le parti libéral qui exerce le pouvoir depuis trois ans n'a pas proposé la moindre solution, et le député a reconnu qu'il n'avait pas la moindre idée de ce qu'il devait faire au sujet de l'énorme déficit avec lequel notre pays est aux prises.

Au moyen de ce projet de loi, le gouvernement demande au Parlement la permission d'emprunter 19 milliards de dollars et, avec son arrogance coutumière, il n'a ni la courtoisie ni la décence de lui expliquer pourquoi il lui faut tout cet argent et à quoi il entend l'utiliser. Mais nous savons à quoi il va l'utiliser, monsieur le Président. Il va s'en servir pour payer l'intérêt sur notre dette énorme. Ce gouvernement est-il digne de notre confiance alors qu'il a géré l'économie nationale avec une incurie si grande que le nombre des faillites commerciales et le taux du chômage atteignent des sommets records et que le PNB a atteint son niveau le plus bas depuis 1933? Est-il digne de notre confiance alors que ses propres ministres et d'anciens titulaires de charges publiques tournent en dérision les directives du cabinet? Non, ce gouvernement n'en est pas digne. Comme vient de le dire mon collègue, il règne au Canada une crise de confiance. Ils ne sont pas très nombreux les Canadiens qui, à mon avis, confieraient au gouvernement la gestion de \$19, et encore moins 19 milliards. Ce dernier est directement responsable de la faillite de centaines d'entreprises au Canada, et il risque aujourd'hui de se retrouver dans le même pétrin. Il a dû recourir aux mandats du gouverneur général pour obtenir des fonds, ce qui n'arrive que lorsque le Parlement est en congé. Et lorsqu'il lui est impossible de recueillir des fonds par les voies habituelles, ou quasi habituelles, ce même gouvernement fait tout simplement marcher la planche à billets. Dernièrement, il a autorisé la trésorerie à émettre 500 millions de dollars en nouveaux bons du Trésor sans disposer d'un pouvoir d'emprunt à cet effet et en l'absence de crise; la légalité de son initiative a d'ailleurs été contestée.

Le gouvernement est en proie à des difficultés financières évidentes, monsieur le Président, et les ministériels, au contraire d'autres Canadiens acculés à une situation semblable, ne comprennent tout simplement pas les notions économiques de

base, car autrement le député de Willowdale n'aurait pas attribué cet état des choses à une absence de solutions concrètes de la part de l'opposition. Or, le budget de l'ancien ministre conservateur des Finances, le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie), offrait justement une solution concrète, et si notre parti formait encore le gouvernement, le Canada ne se trouverait certes pas aujourd'hui dans un pareil pétrin.

Les Canadiens d'un peu partout comprennent le délicat et difficile équilibre qu'il faut maintenir entre les recettes et les dépenses, et la nécessité de dresser des priorités quand cet équilibre fragile est rompu. C'est une entreprise à laquelle doivent faire face les propriétaires de maison et les gagne-petit. Mais le gouvernement s'y refuse obstinément. Si un particulier constate que ses revenus ne suffisent pas à couvrir ses frais, il revoit tout simplement ses habitudes et il supprime ou réduit ses dépenses dans certains domaines. En d'autres mots, il sabre dans le superflu, il élimine le gaspillage. Mais ce principe semble inconnu aux députés d'en face.

Je voudrais avoir le temps, monsieur le Président, de produire toute la documentation que je pourrais sur les dépenses inutiles à éliminer et sur la gabegie à laquelle le gouvernement s'est livré en publicité, réceptions, escalades de montagnes, feux d'artifice, plantes vertes de bureau, ainsi que des centaines d'exemples de gaspillage, notamment à Haïti, dans l'ACDI, dans les programmes de bilinguisme, à des activités non productives.

Pour détourner notre attention de ces questions et d'autres plus graves, de temps à autre, le gouvernement charge une commission royale d'enquête de découvrir pourquoi il a causé pareil gâchis. A la présidence de la plus récente, la Commission du «Big Mac», il a nommé un ancien ministre des Finances qui est l'un des responsables du problème, avec John Turner et ses hausses de salaire de 30 p. 100 par année. Un autre exemple de ce qu'on aurait pu faire et qu'on n'a pas fait. On n'a réussi qu'à accroître le déficit et aggraver l'inflation.

● (1540)

Je voudrais faire remarquer que lorsque d'autres, du secteur privé notamment, proposent des moyens de créer des emplois et de stimuler l'économie, le gouvernement dresse des obstacles au lieu d'en faciliter l'application. J'ai quelques exemples de ma circonscription à vous donner. Celui de l'usine de Volkswagen est tout à fait pertinent. Il y a plus de deux ans, ce fabricant d'automobiles a demandé au gouvernement de l'aider à s'établir au Canada. Il voulait venir en Ontario, et plus précisément à Barrie, dans ma circonscription. L'usine devait employer 500 personnes et les travaux d'implantation dans la région auraient créé 6,000 emplois au total. Les représentants de cette société se sont adressés au gouvernement fédéral pour demander simplement de bénéficier du programme de remise des droits, programme sans lequel l'usine ne se serait pas établie chez nous. Or, que s'est-il passé? Eh bien, le gouvernement fédéral s'est mis de la partie et il a pressé le groupe de travail de la société, qui avait déjà étudié des emplacements dans tout le Canada, d'envisager l'implantation de l'usine à Montréal. Après deux ans de retard, à un moment où les taux d'intérêt étaient loin d'être ceux que nous connaissons à l'heure actuelle et que la situation était bien différente, le gouvernement a finalement donné son accord pour que la société Volkswagen s'installe à l'endroit choisi dès le départ, c'est-à-dire à Barrie.